FLN : BELKHADEM RÉFUTE L'IDÉE DE «LISTES COMMUNES»

«Bouteflika n'interviendra pas pour les candidatures»

Où en est le Front de libération nationale, à seulement quinze jours de la date limite de dépôt officiel des listes de candidatures pour les législatives du 10 mai prochain ? C'est d'autant plus confus comme situation que les négociations engagées avec les «redresseurs» semblent achopper à de sérieux obstacles.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Mardi dernier, une autre réunion, la troisième avait, en effet, lieu entre le SG du FLN, Abdelaziz Belkhadem, le chef de file des redresseurs, Salah Goudjil, ainsi que des personnalités nationales du parti (Abdelkader Hadjar, Affane Guezzane Djillali, Abderrezak Bouhara et Mohamed Boukhalfa). Il était convenu ce jour-là, à en croire une source proche des redresseurs, que, «pour préparer le terrain, Belkhadem annonce, lors de sa conférence de presse de ce samedi, la tenue prochaine d'une commission paritaire qui devrait se pencher sur la constitution de listes communes pour les législatives». Et la conférence de presse en question il l'animera donc ce samedi mais sans pour autant annoncer la chose. Du moins pas de manière explicite. «Il n'y aura ni listes communes ni listes unifiées. Il n'y aura que des listes du FLN.»

Manifestement, Belkhadem accorde une attention particulière à la sémantique. En tout cas, à aucun moment il ne concède à prononcer le mot «redresseurs» qui pourrait être interprété comme une reconnaissance de fait du mouvement de dissidence qui ébranle le parti depuis octobre 2010. «Oui, j'ai eu deux ou trois rencontres avec le frère Salah Goudjil, et nous allons encore nous rencontrer. Et alors ? Il n'y a rien d'anormal à cela. En la présence de personnalités du parti, nous nous sommes entendus sur la nécessité de resserrer les rangs du FLN. Bon, quant aux listes de candidatures, eh bien, s'il y a des noms qui portent (parmi les redresseurs, ndlr), nous les ajouterons.»

Ancien chef de la diplomatie algérienne, l'actuel ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, ne fait aucune concession. Pas même sur les formes. Il prend la posture d'un chef de parti en

Photo : DR.

position de force et accule ses adversaires dans leurs derniers retranchements. L'homme sait, en effet, que le temps joue en sa faveur : la date limite pour le dépôt des listes au niveau du ministère de l'Intérieur est le 25 mars. Or, il annonce déjà que l'opération de confection des listes qu'entreprend le bureau politique, en session ouverte depuis le 20 février dernier, est à un stade avancé. «Le 20 mars, nous bouclerons les listes que nous remettrons le lendemain, 21, aux têtes de listes au niveau de chaque wilaya mais que nous ne déposerons officiellement que le 24 mars. De la sorte, ironisera-t-il, nous ne laisserons pas suffisamment de temps à tous ceux qui voudraient se présenter sous la bannière d'autres partis». Ce n'est pas tout. Belkhadem annonce également des chiffres : 3 409 candidats à la candidatures dont 702 femmes. Il y a donc bousculade en la matière. Sous-entendu, il n'y aura pas beaucoup de place pour «les autres». Et «les autres», c'est-à-dire les redresseurs, qui, de leur côté, ont une autre pléthore de candidats à caser, ne tarderont pas à réagir. «Nous allons nous réunir incessamment pour arrêter une décision à la lumière des dernières déclarations de Belkhadem», nous apprend une source interne au mouvement.

Ceci étant, tout peut basculer, à tout moment dans les tout prochains jours. L'on imagine mal, en effet, que Bouteflika, qui accorde une importance particulière aux prochaines législatives, laisse les choses en l'état. Ceci même si Belkhadem affirme, lui, que «le président du parti ne visera pas les listes électorales car il est au-dessus des partis. Il est président de la République». Une fonction qui ne l'a pourtant pas empêché de viser les listes de 2007 pour une législatives intervenant dans un contexte des plus ordinaires…

K. A.

DJABALLAH À PARTIR DE CONSTANTINE

Une main tendue aux ex-militants du FIS

Arborant l'étendard de l'Islam en tant que seul et unique référent idéologique et de pensée qui prédestine à son action politique, Abdallah Djaballah est revenu sur les lieux de ses «premières amours» prêcher la voie du salut par le biais de l'alternative théocratique portée à ses yeux par l'un des textes fondateurs de la nation algérienne : la Déclaration du 1er Novembre 1954.

Austère, le décor planté laisse échapper cependant, quelques traits d'obédience parmi les fidèles que le cheikh a pu conserver dans cette ville, en dépit d'une «traversée du désert» dont il s'enorgueillit et assimile à un gage de probité face à la compromission des uns et des autres.

Les curieux étaient aussi nombreux vendredi soir dans la salle de l'UP de Constantine où le cheikh fera son entrée sous les youyous des femmes isolées au balcon de l'enceinte et des «Allah Akbar» relativement tièdes par rapport au ton qu'il allait imprégner, lui, pendant plus d'une heure à son discours.

Douze années se sont écoulées depuis la dernière prestation de Djaballah dans cette même salle, menant alors une campagne féroce contre la visite à sa ville natale du chanteur juif originaire de Constantine, Enrico Macias. Un épisode rappelé d'emblée comme un haut fait d'armes par le cheikh qui soutient qu'il s'est nourri depuis, de patience en poursuivant sans relâche son militantisme pour ses idéaux et convictions de toujours, «inaltérables face aux entraves et injustices subies», soutient-il. La création du FJD, son nouveau parti, interviendrait donc dans ce même cheminement puisque «son orientation et ses objectifs n'ont pas de prix et ne sont pas négociables». Il se définit, selon son leader, comme «une formation politique de réformes globales ouverte à toutes les bonnes volontés qui œuvrent dans l'intérêt de l'Islam, la nation et le peuple, selon le concept de pardon et d'entraide et considère la politique comme une voie régie par le droit et la justice». D'où, pense-t-il, «le FJD partage certaines particularités avec d'autres formations mais il est fondamentalement différent sur des aspects fondamentaux». Une différence qui accentuerait l'œuvre du changement auquel il aspire de par «la nature antidémocratique du régime qui gère le pays selon une logique de maintien éternel au pouvoir, quels que soient le prix et les pratiques et par l'usage des moyens de l'Etat afin d'apprivoiser et de casser toutes les voix discordantes».

S'agissant des joutes électorales du 10 mai prochain, le chef de file du FJD estime qu'en dépit des signaux forts dans le discours des officiels et notamment le chef de l'Etat et son ministre de l'Intérieur, il n'en demeure pas moins que l'expérience algérienne a démontré qu'à chaque occasion «l'on a eu affaire à deux sortes de décisions et de recommandations, celle mise sur l'étal et celle distillée sous la table, d'où prévient-il, l'ampleur de la responsabilité du président de la République et des différents intervenants dans l'opération de vote». Faute d'élections libres et transparentes, «le déshonneur s'abattra sur le peuple algérien qui aura, de ce fait, failli dans sa quête pour le changement à l'image des Tunisiens, Egyptiens ou Marocains. Car s'il (le peuple) ne s'est pas révolté comme ce fut le cas en Tunisie, il est tenu au moins d'opérer à la manière des Marocains par l'acte politique». Djaballah dont le propos est étayé tout au long de son discours par des versets coraniques et hadiths est revenu également sur la réconciliation nationale, «dévoyée» selon lui par ses propres promoteurs qui dans le fond «refuse de l'appliquer sinon en vertu d'une logique du vainqueur et du vaincu qui a adopté des lois qui privent une large frange de la population de ses droits civiques et politiques». L'allusion est on ne peut plus claire puisque Djaballah ne s'en tient pas uniquement à cela et tend ouvertement la main aux ex-du FIS. «Les mesures apportées par la réconciliation en vigueur sont défaillantes et inappropriées et c'est pourquoi le FJD considère la réparation de ces torts comme une aspiration prioritaire.» En ce sens que le cheikh dénonce le fait que les Constitutions successives depuis 1988 ont consacré le régime militaire et l'Etat policier au détriment du primat du civil comme c'est le cas dans toutes les démocraties qui se respectent, il intente également un procès en règle à l'endroit de la classe politique qui a fait de l'usage du mensonge et de la trahison, un moyen indispensable pour arriver à ses fins. Il n'épargne, à ce titre, aucun courant, qu'ils soient nationaliste, laïc et islamiste, ils sont stigmatisés, avec cependant une mention spéciale pour ses frères ennemis de la mouvance islamiste qui ont justifié, à ses dires, leur compromission «leur quête d'occuper des postes de responsabilité indissociable de l'objectif de toute formation politique mais qui ont, pour ce faire, cautionné la fraude et troqué leurs programmes contre celui du pouvoir». Sans les citer pourtant, il attirera l'attention de son auditoire par un «ai-je été clair ou bien lahdith kias». Les néo-Verts» se reconnaîtront.

K. G.

IL A ÉTÉ PLÉBISCITÉ PAR LES CONGRESSISTES

Mohcène Bellabas succède à Sadi à la tête du RCD

Le successeur de Saïd Sadi à la tête du RCD est désormais connu. Il s'agit de Mohcène Bellabas, jeune cadre et député du parti dont le profil incarne parfaitement la nouvelle génération dont a parlé le leader charismatique du camp démocratique, qui devrait, selon lui, prendre le relais de celle de l'indépendance.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Au deuxième et dernier jour du congrès du parti, les 2 221 congressistes du RCD ont pu dépasser, non sans peine, le sentiment d'amertume qu'a créé en eux le discours, la veille, du désormais ex-président Saïd Sadi, qui a renoncé à son poste à la tête du parti sans abandonner pour autant le combat qu'il a entamé depuis sa jeunesse puisque, selon ses propres termes, il demeurera militant de base.

Ainsi, les travaux ont été poursuivis dans une bonhomie qui a étonné plus d'un observateur et ce, conformément au programme tracé. Plus que cela, des travaux ont été achevés vendredi alors qu'ils étaient prévus pour hier.

Ainsi, les rapports des diverses commissions ont été adoptés avant que le grand moment attendu de tous, celui de l'élection du successeur de Sadi, n'intervienne. C'était hier peu avant la mi-journée quand les congressistes ont plébiscité, faute d'autres candidats, Mohcène Bellabas, ex-secrétaire national chargé de la communication et député d'Alger.

Une juste consécration pour ce quadragénaire dont le parcours s'apparente presque à celui du parti dont il préside désormais aux destinées pour y avoir milité depuis sa création. D'ailleurs, cette propulsion était quelque peu attendue parmi la base militante qui n'y voyait que l'aboutissement logique d'un parcours que Bellabas partage, par ailleurs, avec bon nombre de cadres du parti qui auraient pu, tous, prétendre à ce poste.

Seulement, comme l'affirment des congressiste, la porte est désormais grande ouverte pour les cadres dont regorge le parti et à propos desquels Saïd Sadi n'a pas fait l'économie des éloges. Ceci dit, et une fois le nouveau président du parti connu, les congressistes se sont affairés à l'élection de leurs représentants au sein du conseil national et dont les opérations se poursuivaient, principalement pour les wilayas à très forte représentativité. Ce qui a fait que la composition par le nouveau président de son équipe exécutive et son tout premier discours ne devaient intervenir que tardivement.

Cap maintenu

La consécration de Mohcène Bellabas, militant de longue date du parti et qui incarne les valeurs de fidélité aux idéaux du parti et de constance, se veut un raffermissement de ce que le cap sera maintenu. En témoigne cette affirmation de Noureddine Aït Hamouda qui souligne un engagement renforcé à rester sur la même trajectoire. «Ceux qui pensent que cette nouvelle direction changera le cap du RCD se trompent lourdement. Cette direction, issue exclusivement du RCD, continuera à défendre les mêmes idéaux qui ont fondé l'identité et la démarche du parti et dans lesquels des générations de militants se sont forgées», a-t-il attesté.

Aussi le passage de témoin, à l'occasion du 4e congrès du parti, est à lire comme une initiative salutaire de libération des énergies militantes. Le nouveau président du RCD, forgé dans les luttes militantes, depuis l'université où il a eu à structurer le syndicat des étudiants que les autorités ont toujours refusé de reconnaître jusqu'à son accession graduelle aux responsabilités au sein du parti, est le militant le plus à même d'allier engagement et fidélité aux sacerdoces qui ont guidé la démarche du parti depuis sa création en 1989. Il hérite, il est vrai, d'une lourde charge et d'une lourde responsabilité, mais il sait déjà qu'il a à compter sur l'apport des militants qui, plus que jamais, se sentent le devoir d'insuffler plus de dynamisme au parti et de relever le défi.

M. K.

ANNABA

Démantèlement d'une cellule de soutien à un groupe terroriste

Selon des sources crédibles, les services de sécurité ont appréhendé, jeudi dernier, quatre personnes spécialisées dans le soutien logistique d'un groupe terroriste activant dans les monts de l'Edough. «Cette opération a été rendue possible suite à des filatures et des écoutes téléphoniques des quatre personnes impliquées qui habitent, par ailleurs, la cité de Boukhadra, située à l'est de la ville d'Annaba, et dont l'une disposait d'un véhicule touristique utilisé pour l'acheminement de vivres, d'habillement et de médicaments au groupe qui vivait dans des conditions exécrables suite à la vague de froid de ces derniers jours et à l'encerclement des lieux par les unités de l'armée», ont affirmé les mêmes sources. Cette opération a permis aux services de sécurité de disposer d'informations stratégiques et de première importance sur la composante du groupe terroriste activant dans la wilaya d'Annaba, a-t-ton ajouté.

Daoud Allam